

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
4 au 10 décembre 1997

10,00 F

Pour un monde sans frontières

A PRES DEUX DÉCENNIES marquées par la montée de la xénophobie, l'impact du mouvement des sans-papiers a démontré que ce processus n'était pas inéluctable. A Saint-Bernard, trois cents « irréguliers » ont pu contester les lois de la République tout en bénéficiant d'un réel soutien populaire. Évidemment, remonter la pente sur ce terrain après une telle accumulation de reculs ne se fera pas du jour au lendemain mais, incontestablement, le consensus xénophobe qui régnait sans partage dans le débat public a été ébréché.

Cette nouvelle donne peut se lire dans l'évolution sensible des discours. Le terme de « clandestins », répulsif et déshumanisant s'est effacé pour être remplacé par celui de « sans-papiers », désignant des individus concrets luttant pour leurs droits. Plus significatif encore sur un plan politique, des voix de plus en plus nombreuses s'élevèrent pour la liberté de circulation.

Un idée qui gagne du terrain

Avant le mouvement des sans-papiers, seuls les libertaires, lorsqu'ils en avaient l'occasion, défendaient le principe de la libre circulation. Sauf exception (1), les autres militants et organisations actives sur le terrain de l'immigration se contentaient, pour les plus conséquents d'entre eux, de pointer du doigt l'escalade répressive liée à la volonté de fermeture des frontières, mais sans la remettre en cause publiquement dans son principe même.

La lutte collective des sans-papiers a amené de nombreuses remises en cause. Refusant l'alternative suivante : maintenir les sans-papiers dans leur situation de non-droit ou les expulser, un certain nombre de militants et d'organisations ont repris à leur compte la revendica-

tion d'une régularisation globale des sans-papiers. Prenant acte de l'impossible fermeture des frontières sauf à transformer la France en camp retranché, ils en sont arrivés à la conclusion qu'il était logique de remettre en cause cette politique elle-même plutôt que de devoir lutter à intervalles réguliers pour la régularisation de nouveaux sans-papiers.

son statut de question théorique de principe pour s'imposer comme une option politique.

La gauche refuse le débat

Dans ce contexte, la gauche n'a pu éviter de se positionner sur la liberté de circulation, mais elle se refuse de fait à engager un réel débat sur cette question.

2 - La gauche s'efforce de cantonner la libre circulation à une simple indignation morale, sympathique et pleine de bons sentiments. Elle lui nie le statut de question politique, seule la gestion du système existant, capitaliste et étatique, relevant, selon elle, du domaine politique.

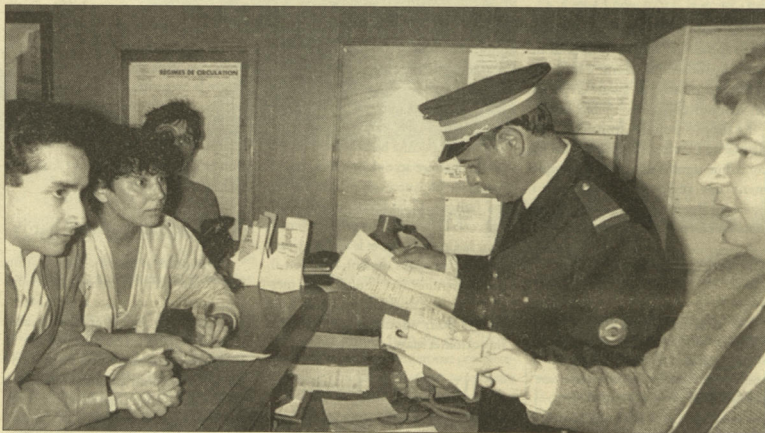
3 - Comme tout État occidental pratiquant une politique visant à stopper

l'immigration, le gouvernement Jospin accompagne cette politique de fermeture de grandes déclarations sur le nécessaire effort de coopération. Accepter l'immigration ne serait pas la solution, il faudrait au contraire favoriser le développement des pays du Sud.

4 - Pour discréditer le principe de libre circulation, Chevènement l'assimile aux positions des ultra-libéraux. Avec cet amalgame, il tente de retourner l'argument selon lequel, à l'heure de la mondialisation, les marchandises et les capitaux franchissent librement les frontières, alors que les individus en sont prisonniers. Chevènement prend la posture d'un défenseur de l'État-nation, présenté comme le meilleur rempart contre la dérégulation capitaliste.

Quelle coopération ?

La coopération joue le rôle d'un alibi. Derrière un discours qui se veut généreux, la réalité est toute autre. En termes quantitatifs, l'effort de coopération n'augmente pas mais diminue parallèlement au renforcement du dispositif anti-immigrés. D'une part, les fonds publics d'aide au développement ne cessent de chuter. A l'échelle mondiale, ils ont reculé de 20 % en ●●● page 2



Dans une lettre ouverte envoyée cet été à Jospin, six associations (Act-up, Cedetim, Droits devant, Fasti, Gisti et même le syndicat de la magistrature) se sont prononcées clairement pour le principe de la liberté de circulation. Sans rejoindre cette position, d'autres comme la L.D.H. ou la C.I.M.A.D.E. s'y sont déclarées favorables, mais en le dissociant du droit à l'installation. Tout étranger pourrait accéder au territoire français mais sans avoir la possibilité de s'y établir (2). Aujourd'hui, la liberté de circulation est donc en train de perdre

Pour cela, elle joue sur plusieurs registres.

1 - Le gouvernement de gauche, dans le rôle du gestionnaire responsable, voudrait fixer les limites du raisonnable, ce serait le projet Chevènement. Aller au-delà, cela ferait le jeu du Front national. On voudrait ainsi nous faire avaler que lutter contre la fermeture des frontières, ce serait renforcer le FN. alors qu'appliquer sa politique ce serait le combattre. Quant à l'idée de libre circulation, elle relèverait de la folle utopie, « la France pouvant accueillir toute la misère du monde ».

Feuilleton judiciaire contre Radio Libertaire n°4 Le prisonnier persiste et signe

UNE LETTRE D'UN DÉTENU évoquant les agissements « douteux » d'un maton de Bois-d'Arcy a été lue par Nicole lors d'une émission « Ras les Murs » en janvier 1997.

Le mardi 25 novembre, le magistrat chargé de l'instruction prétend maintenir l'accusation de diffamation contre Elisabeth, représentante de Radio Libertaire, et contre Nicole, animatrice de « Ras les Murs ». Même si les procé-

dures judiciaires sont longues, après les plaintes de Le Pen et Debré, nous sommes maintenant certains que nous serons appelés une nouvelle fois devant les tribunaux. Nous aurons alors, bien évidemment, besoin du soutien de toutes et de tous.

Affaire à suivre...
Par ailleurs, afin d'étayer son dossier, la juge d'instruction va mettre en examen le détenu auteur de la lettre et donc considéré comme le premier chaînon de la prétendue diffamation.

Par solidarité avec Radio Libertaire, celui-ci maintient ses propos malgré les conséquences que peuvent entraîner pour lui une nouvelle mise en examen et de possibles réactions corporatistes. Il les maintient d'autant plus que les faits relatés sont avérés : lui et ses compagnons de

galère les ont vécu. Nous en sommes convaincus. Cette solidarité d'un individu, privé de sa liberté, envers des responsables d'émissions, jouissant eux de leur liberté, ne peut être à sens unique.

L'État a commis l'erreur d'offrir une tribune, donnons-nous ensemble les moyens de l'utiliser.

La prison a fait son temps, qu'elle crève !

Radio libertaire
Fédération anarchiste

Dans la perspective de ce procès nous faisons encore une fois appel à votre solidarité financière afin de couvrir notamment les frais d'avocat déjà engagés.

Vous pouvez adresser vos chèques à l'ordre de Martine Boury (avec la mention solidarité RL au dos) à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75 011 Paris ou effectuer vos versements au CCP 16176 005 Paris.

EDITORIAL

Vert comme le sapin, rouge comme ses boules, rose comme la douce lumière de ses bougies, notre Noël sera donc « pluriel ». Nos cadeaux arrivent déjà.

Dès l'an prochain, c'est promis, nous pourrions payer nos impôts en Euro. Cigarettes et essence seront bientôt décorées de prix plus dignes... Quant à nos charmants écoliers, ils recevront plusieurs livres de morale civique. Fée Ségolène se penche sur leurs cerveaux.

Même nos « citoyens » patrons ne sont pas oubliés. Ceux qui emploient moins de vingt salariés pourront « respirer » jusqu'en 2002 avant de subir la terrible loi des 35 heures... Ceux qui utilisent massivement le temps partiel continueront à bénéficier de l'abattement de 30 % de charges sociales, à la seule condition de fournir des contrats d'une durée minimale de 18 heures hebdomadaires et non de 16 heures comme aujourd'hui.

L'humble couple Robert Jospin et Lionel Hue nous gêne donc comme c'est pas permis ! Cette vie en rose serait parfaite s'il n'y avait pas ces « vandales » de banlieues. Ces petits « voyous » qui, aux quatre coins du pays, caillassent les transports en commun. Aux grands maux, les grands moyens : Jean-Marie Bockel, maire socialiste de Mulhouse, propose de « placer les familles des délinquants, dans le cas où elles bénéficient d'allocations familiales, sous tutelle ». Lui aussi au P.S., le maire de La Roche-sur-Yon, de surcroît responsable du Groupement des autorités responsables de transports, en appelle « aux gardiens de la paix civile qui doivent être remis au service de la République et des citoyens ». A ce rythme, Le Pen va bientôt passer pour un mollasse !

Côté syndicats, c'est soit le même discours sécuritaire, la C.F.D.T. Transports qui réclame des brigades de police spécialisées (aurait-elle oublié que, dernièrement, les C.R.S. ont brisé des barrages de routiers grévistes?), soit dans le cas de F.O., un discours purement catégoriel sur la nécessité de créer des emplois pour renforcer les contrôles. Poletti veut, dans chaque bus, un chauffeur et un receveur... qui recevra les pierres ! On a beau chercher, on ne trouvera de leur part aucune réflexion sur le pourquoi de cette violence urbaine ni aucune proposition concernant la gratuité des transports.

La colère, concevable, des chauffeurs de bus, devrait pourtant être dirigée contre l'État, responsable de la misère sociale des ghettos, et non contre les déshérités qui y survivent dans le désespoir. Au jeu de la division, les exploités seront toujours les perdants.

ISSN 0026-9433 - N° 1103

M 2137 - 1103 - 10,00 F



F 9 P 2520

Pour un monde sans frontières

suite de la première page

1996 par rapport à 1995. D'autre part, l'aide d'urgence « humanitaire » absorbe une part croissante de ces fonds pendant que le montant des prêts publics bilatéraux s'effondre.

De plus, la coopération est rarement désintéressée, elle sert à entretenir la zone d'influence des puissances impérialistes. Ces flux financiers sont d'ailleurs directement utilisés comme une arme pour rendre coopératifs des États dans la lutte contre l'immigration de leurs propres ressortissants. C'est à cela que pense Patrick Weil quand il déclare qu'« une bonne coopération internationale est beaucoup plus efficace que toute mesure de police, notamment avec les pays qui bénéficient de notre coopération financière » (3).

Fondamentalement, la solidarité des populations à l'échelle planétaire ne peut pas, pour nous, se concevoir par l'entremise des États. Aujourd'hui, les fonds importants qu'envoient les travailleurs expatriés à travers le monde sont la forme de coopération la plus efficace, en marge d'une pure logique de profit et évitant les détournements et autres prédatations. Seuls ces expatriés ont la confiance de ceux qui restent au pays et la connaissance de leurs besoins réels.

La solidarité ne peut se tisser qu'à travers la mise en place de liens directs et concrets entre individus. Ceci implique la multiplication des déplacements et le brassage des populations. Dans cette

logique, il n'est pas possible d'opposer immigration et coopération.

Fantasma d'invasion

L'idéologie libérale conçoit le monde à travers le prisme déformant de l'homo œconomicus. La « rationalité » économique régnant en maître absolu, tout individu serait totalement mobile, cherchant à vendre sa force de travail au plus offrant aux quatre coins de la planète. Pourtant la décision de s'exiler est plus souvent vécue dans la réalité comme un arrachement que comme une belle aventure, particulièrement quand le fossé en terme de culture et de mode de vie est important. Dans toute société, seule une faible minorité d'individus choisit le déracinement pour un profit hypothétique, même dans le cas de famine grave ou de guerre civile, qui peuvent provoquer de véritables exodes.

La suppression des frontières intérieures de l'Union européenne n'a pas contribué significativement au peuplement des régions les plus riches. Pourtant, les inégalités de développement au sein de l'U.E. sont particulièrement



importantes. Pour prendre un exemple extrême, le Produit intérieur brut par habitant dans la région d'Ipeiros, en Grèce, représente à peine plus de 20 % de celui du Land de Hambourg (4).

Sans que cette information ait été largement diffusée, certains pays hors Union européenne bénéficient d'un statut dérogatoire accordant à leurs ressortissants le libre accès au marché du travail français. C'est le cas pour le Togo, mais cela l'était aussi encore récemment pour la Centrafrique et le Gabon, avant que ces deux pays signent, semble-t-il, une convention avec l'État français mettant fin à cette situation (5). Il n'en a pas résulté pour autant un déferlement incontrôlé et massif de population.

Un principe libéral ?

L'adresse de Chevènement, on peut tout d'abord lui rétorquer que les libéraux ne sont pas favorables à la libre circulation des individus mais à celle des marchandises et des capitaux. La théorie libérale prône la mobilité de la force de travail, l'humain considéré comme une marchandise. Ce n'est pas pour rien que les États capitalistes ont généralement favorisé une immigration de travailleurs, s'efforçant d'éviter la venue de familles et « d'improductifs ». Alors que le libéralisme broie les individus au nom de la loi du marché, nous luttons pour leur plein épanouissement.

Il est vrai que refuser le contrôle des flux migratoires n'est pas, en tant que telle, une prise de position libérale. Dans un contexte où le faible taux de chômage risque d'entraîner une hausse des bas salaires, une partie du patronat américain se déclare publiquement favorable à un afflux massif d'immigrés. Rappelons qu'aux États-Unis, à partir du 19 décembre, les nouveaux immigrants, pendant une période de cinq ans, ne pourront bénéficier d'aucune aide sociale fédérale, les bons d'alimentation, le supplément de revenu ou l'aide aux indigents (6).

L'exemple américain montre clairement que le combat pour la libre circulation ne peut être considéré isolément. Il s'inscrit dans une lutte globale, qui nous concerne tous, pour l'égalité et contre la précarité, dont les sans-papiers subissent une forme extrême. À l'heure de la mondialisation, cette lutte contre la logique d'un système basé sur l'oppression et l'exploitation ne peut se concevoir qu'à l'échelle planétaire.

Un combat d'arrière-garde

L'économie se mondialise. C'est un fait. Croire qu'il est possible de rendre l'exploitation capitaliste acceptable en proposant de la maintenir dans un cadre national ne peut qu'être une impasse. Si le mouvement social veut ouvrir de nouvelles perspectives, il doit renoncer à un combat d'arrière-garde où la nostalgie d'un supposé « capitalisme social » franco-français l'alignerait sur les positions du Front national.

Dans un monde en crise, la logique nationaliste se traduit par le renforcement des crispations identitaires. La xénophobie serait en quelque sorte la seule valeur universelle, justifiant partout la fermeture des frontières. En France, pour Chevènement comme pour Le Pen, « l'identité nationale » serait menacée. Il faudrait donc la protéger. Ce combat n'est pas le nôtre. Partout dans le monde, nous considérons les déshérités, les exploités, les opprimés comme nos compagnons de lutte.

Sur le socle du nationalisme s'est édifié un véritable apartheid mondial. Aujourd'hui, la partie la plus nombreuse de l'humanité est fortement invitée à rester où elle se trouve; elle est en quelque sorte assignée à résidence. Cette logique de séparation est inacceptable. Sur un plan éthique, elle nie l'universalité du genre humain. Sur le plan politique, elle hypothèque toute possibilité d'émancipation sociale.

Un apartheid social

Les pays industrialisés, réunissant un cinquième des habitants de la planète, produisent et consomment près de 80 % de la richesse mondiale. Ce fossé ne cesse pas de se creuser. Entre 1960 et 1993, la part du revenu détenu par les 20 % les plus riches, pour la plupart concentrés dans les pays du Nord, est passée de 70 à 85 % tandis que celle des

20 % les plus pauvres a reculé de 2,3 à 1,4 %.

À partir du constat de cette inégalité fondamentale, on voudrait nous faire croire que nous serions des privilégiés qui devrions rester soudés pour défendre notre niveau de vie contre des « hordes barbares » prêtes à dévaliser nos frigidaires.

Revenons maintenant sur le phénomène d'apartheid pour cerner la nature. Tout d'abord, il n'est pas réellement ethnique ou national, mais social, un émir du Golfe n'est pas assujéti aux frontières alors qu'un RMISTe français se trouve pratiquement dans l'impossibilité de se déplacer. Ensuite, cet apartheid n'est pas limité aux relations internationales. On peut noter la même évolution au sein de chaque État au Brésil et ailleurs, les plus riches s'isolent dans des quartiers dont l'accès est protégé par des polices privées chargées d'en garder les frontières, tandis qu'en France, des populations entières sont confinées dans des cités-ghettos pour pauvres et des S.D.F. se voient interdire l'accès de nombreuses villes touristiques.

Cette « forteresse blanche » que nos dirigeants érigent n'est pas là pour nous protéger. Au contraire, elle constitue une prison. L'appareil répressif en développement continué permet à l'État de renforcer son contrôle sur les couches sociales jugées dangereuses et peut être utilisé à tout moment pour réprimer les mouvements sociaux.

La liberté de circulation n'est pas une utopie. Aujourd'hui plus que jamais, l'utopie est dans le camp des « gestionnaires » qui prétendent pouvoir nous offrir un capitalisme « à visage humain ».

Tarek. — groupe Durruti (Lyon)

(1) En dehors des libertaires, la Fasti, le Comité contre la double peine et le M.I.B. étaient déjà des partisans déclarés de la libre circulation.

(2) Cette dissociation apparaît comme une position incomplète qui pourrait avoir des conséquences contradictoires. D'une part, sa mise en pratique constituerait un incontestable progrès dans le domaine des libertés individuelles, la suppression des visas permettant légalement à tout étranger de rendre visite à sa famille ou à des amis. Mais d'autre part, l'objectif d'empêcher l'étranger de s'installer en France s'il le désire impliquerait que l'État s'en donne les moyens. L'accès au marché du travail et au système de protection sociale serait interdit à ces étrangers indésirables. Des sans-papiers, en plus grand nombre qu'aujourd'hui, se verraient condamnés à une situation de non-droit. Logiquement, cela pourrait entraîner un important renforcement de l'appareil répressif pour traquer et expulser les sans-papiers qui se maintiendraient malgré tout sur le territoire.

(3) « Pour une nouvelle politique d'immigration ». Esprit, avril 1996, p 151.

(4) Chiffres pour 1995 en standard de pouvoir d'achat. Alternatives Économiques, hors-série n°34, 4e trimestre 1997.

(5) Alain Morice « Migrants. libre circulation et lutte contre la précarité » dans l'indispensable brochure Sans-papiers, chronique d'un mouvement, co-édition IM/Média-Reflex.

(6) Le Monde du 12 octobre 1997.

Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'EMETTEUR
N° 42 25 73

ORGANISME CREANCIER
PUBLIC — LE MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot 75011 Paris

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date
Signature obligatoire

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)

NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)

NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

Etats Codes Guichet N° de compte CIB RIB

libertaire Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin. Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1997
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Grèves dans les transports urbains

(Des conflits peuvent en cacher un autre)

DÉPUIS QUELQUES TEMPS, il ne se passe pas un jour sans que l'on nous annonce une grève de chauffeurs de bus. A chaque fois, le scénario est immuable : à la suite d'agressions verbales et/ou physiques, de dégradations ou d'attaques contre des bus, les conducteurs se mettent en grève contre l'insécurité et réclament des mesures de protection...

La réponse apportée est invariablement la même : plus de flics, plus de contrôles, plus de patrouilles, comme si la seule solution à ce « type de délinquance » était encore et toujours plus de répression ! On ne va pas jeter la pierre (il apparaît qu'ils en reçoivent assez !) à ces pauvres chauffeurs,

c'est vrai qu'ils font un métier difficile, surtout sur certains trajets, que c'est certainement épuisant nerveusement, que leurs conditions de travail (horaires, etc) sont exécrables, mais on a néanmoins envie de leur rappeler que les C.R.S. qui leur ouvrent aujourd'hui le chemin au milieu de la « racaille » sont ceux-là mêmes qui interviennent contre leurs piquets de grève demain quand ils seront en conflit avec leurs patrons !

De toute autre nature est le conflit qui oppose les tramotins de Rouen à leur direction, et ça les médias se gardent bien d'en parler; des revendications sociales, c'est pas vendeur coco, fais plutôt un bon gros plan sur ce bus dégradé, un long travelling sur les vitres brisées, voilà qui va faire frémir ! Et pourtant, pendant 15 jours, les conducteurs de la T.C.A.R. (Transports en commun de l'agglomération rouennaise) ont été en grève reconductible, et ce à plus de 75% ! Que réclamaient-

ils ? Tout comme les routiers, le respect des accords signés l'année dernière.

Historique du conflit

Dans la lancée du mouvement des routiers de l'automne 1996, les chauffeurs de la T.C.A.R., à l'initia-

tion de la loi Robien (et on a du mal à croire que personne ne le savait), l'État acceptant néanmoins de verser quelques subventions mais le compte n'y était toujours pas. Dans les mois qui ont suivi, la C.G.T. maintenait la pression à coup de préavis de grève au dernier moment, ce qui pouvait plutôt pas-

ser pour du « retenez-moi ou je fais un malheur ». Du côté des pouvoirs publics, le District de l'agglomération rouennaise, grand bailleur de subventions à la T.C.A.R. (concession du service public de transport), au nom de la défense des intérêts des contribuables, refusait de remettre au pot.

Curieux, quand il faut satisfaire des revendications ou des besoins sociaux, ce souci de préserver les deniers publics, on aimerait qu'il en soit autant quand il s'agit d'opérations de prestige ou de communication (dans ce dernier cas, voire la dépense en bouteilles de champagne...) Les choses n'avançant pas, il a bien fallu en découdre...

La grève

Le jeudi 13 novembre, la grève, massivement suivie, débute. La direction propose, en attendant l'application de la loi Aubry, une prime. La grève s'installant dans la durée, elle promet la semaine de 35 heures et l'embauche de 30 personnes pour aller à terme vers la création de 55

postes. Refus de la C.G.T. qui porte l'affaire devant les tribunaux (plainte pour non application des accords). Le juge se déclare incompétent et déboute la C.G.T. Il faudra bien se poser de sérieuses questions sur l'irruption de la Justice dans les luttes sociales, surtout quand ce sont les organisations de travailleurs qui viennent la chercher, quand c'est le patronat, c'est dans la logique des choses...

La T.C.A.R. réplique en contestant devant le tribunal le dernier préavis de grève. Que croyez-vous qu'il advient ?

Le 27 novembre, le juge, constatant que chacun campe sur ses positions, nomme un médiateur, à charge pour lui d'essayer de résoudre le conflit pour la mi-décembre, à la grande satisfaction de la C.G.T., qui suspend immédiatement la grève pour 15 jours, alors que les grévistes étaient prêts à continuer, ce qui réjouit fort la direction...

Tout ça pour ça ! La suite dans un prochain numéro...

Éric Gava
groupe de Rouen



LILLE

Quatrième grève de la faim des sans-papiers

A PRES SIX MOIS D'ATTENTE, de renvois de convocations en convocations (certains en sont à la neuvième), la circulaire du 24 juin de M. Chevènement se solde présentement par 40 régularisés avec carte de séjour temporaire d'un an et 150 convocations. Que cachent ces convocations et re-convocations qui n'en finissent plus ?

Le cas d'un sans-papiers régularisé par l'obtention d'un récépissé qui vient d'essuyer un refus de renouvellement de celui-ci est une provocation annonciatrice de mauvais coups. Parmi les régularisés, seuls trois célibataires l'ont été. L'épée de Damoclès du refus pour les célibataires ne cesse d'être agitée par les autorités qui par ailleurs ont organisé avec leur circulaire une grande opération de fichage, jamais égalée.

Voilà le bilan au bout de six mois de l'application de la circulaire censée répa-

rer l'injustice causée par les lois racistes Pasqua-Debré dénoncées par la commission des droits de l'homme de l'O.N.U. comme étant « xénophobes ».

Comment ne pas constater que le pouvoir R.P.R.-U.D.F. qui a réprimé, matraqué, scotché, chloroformé, donné le coup de hache à Saint-Bernard, fait « l'évacuation sanitaire et médicale » à Lille, frappé d'interdiction du Territoire des sans-papiers en lutte et expulsé par charters, a finalement régularisé plus de 200 sans-papiers en ce qui concerne le Comité des sans-papiers 59 ?

Tous les gévistes de la faim, sauf une seule, ont été régularisés. C'est dire que la seule conclusion qui s'impose est : seule la lutte paie.

Il apparaît clairement que le pouvoir quel qu'il soit, sourd et aveugle devant la détresse humaine des sans-papiers, pousse ceux-ci à mettre leur vie en danger. La mère de famille Jacqueline Del-

tombe et son mari, qui viennent d'être régularisés après plus de cinq ans d'attente, ont été ainsi obligés de poser un ultimatum menaçant de faire une grève de la faim.

La patience des sans-papiers est à bout, l'espoir et la relative confiance qu'ils avaient mis dans le nouveau gouvernement qui avait fait des « promesses fermes » et qui avait affiché publiquement son « soutien » aux sans-papiers au moment des coups de hache et du « saut démocratique » contre la loi Debré se sont égarés dans le sable des engagements révisés.

Une nouvelle phase de la lutte annoncée par la manifestation du 1^{er} novembre 1997 commence pour la régularisation.

Le gouvernement et la préfecture assument toute la responsabilité de cette quatrième grève de la faim à Lille.

Comité des sans-papiers 59

En bref

■ Vous pouvez rencontrer les militants du groupe Jules Vallès (Grenoble) de la F.A. le premier mercredi de chaque mois à 12 h 30, lors de sa table de presse au resto U Diderot (campus). Vous y trouverez le journal anarchiste La Faille, dont le n° 7 vient de paraître. Vous pouvez vous abonner à ce fanzine traitant à la fois de l'actualité et des questions de fond de l'anarchisme : 36 F les 6 numéros (1 an; chèque à l'ordre de L.A.P.) Pour tout renseignement : B.P. 2301, 38033 Grenoble cedex 02

■ Permanence du groupe libertaire de Tours chaque jeudi de 14 h à 16 heures à la fac des tanneurs et de 20 h 30 à 22 heures à Utopia, 32 rue Carnot.

■ Un nouveau groupe de la F.A. s'est constitué à Saint-Etienne. c/o : ELS, B.P. 297, 42016 Saint-Etienne cedex 01. Permanence les vendredis de 15 à 20 heures, samedis de 13 h 30 à 19 heures et dimanches de 10 à 13 heures au 2, rue Paillon. Vente du Monde libertaire le samedi à partir de 10 heures devant la bibliothèque municipale.

■ Un groupe de la F.A. vient de se constituer à Cergy-Pontoise. c/o librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot. 75011 Paris

■ Le groupe Humeurs Noires de la F.A. de Lille anime une émission de radio « La voix sans maître » tous les vendredis de 20 h à 21 heures sur Radio campus.

Monde libertaire Hors-série

dans les kiosques à partir du 18 décembre

Au sommaire : un bilan social et politique de l'année; la protection sociale; l'immigration, assimilation; les paysans sans terre du Brésil; la leçon d'octobre (la révolution a russe 80 ans); Sacco et Vanzetti; Les Bourses du travail, une structure originale du syndicalisme français; une interview de Richard Prost, auteur d'un film sur lutte anarchiste contre le franquisme après 1945...

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
<http://www.altern.org/fa>

Pleine-Fougères : L'État et sa justice profitent du crime !

RAPPEL DE L'ÉPISODE précédent : sous prétexte de rechercher le coupable d'un viol et d'un meurtre abominable, la justice a soumis à un test génétique la totalité des hommes (environ 170 « suspects ») de 15 à 35 ans de Plaine-Fougères (Ille-et-Vilaine). Puisamment relayée par les médias, cette opération – en principe basée sur le volontariat, mais avec convocations officielles du tribunal de Rennes – a été effectuée sous une telle pression qu'une seule personne a refusé de se présenter. Le réfractaire a d'ailleurs dû apporter immédiatement la preuve de son innocence, notamment sous la pression des journaux (certains titraient dès le lendemain : « Plaine-Fougères : le grand absent. »). Voilà qui en dit long sur la réelle liberté qu'avaient les habitants de se soustraire au test !

À la fin de la deuxième série de prélèvements, ce sont six personnes (sur plus de trois cents convoquées) qui ont refusé de s'y soumettre, et vont maintenant devoir se disculper. Dans ce qu'il faut bien appeler « l'affaire de Plaine-Fougères », on a donc transformé des « citoyens présumés innocents » en « coupables a priori » sommés de prouver leur innocence.

La recherche d'un violeur et assassin n'est pas, à notre avis, le seul but de cette opération, mais le moyen d'introduire de nouvelles méthodes judiciaires, et aussi de préparer la constitution d'un nouveau fichier national : le fichier génétique.

L'intervention de la Fédération anarchiste

À la veille de la première série de tests, la F.A. fut la seule organisation (outre un communiqué de la Ligue des droits de l'Homme) à poser, dans un tract distribué à Plaine-Fougères même, le pro-

blème de liberté publique que pose cette procédure inédite en France (voir M.L. n° 1097). Si les médias ont cité la F.A. comme responsable des slogans (« Non au test liberticide. Boycott ! ») bombés sur le mur de la mairie (lieu des prélèvements de salive), ils ont évidemment boycotté l'argumentaire de notre tract.

À l'heure de la deuxième vague de tests (étendue aux hommes de 36 à 60 ans), et avant que ceux-ci ne soient étendus aux communes voisines, nous avons voulu réaffirmer notre opposition à ce fichage systématique. Le groupe « La Commune » de la F.A. a essayé d'organiser une réunion-débat à Plaine-Fougères même. Le croiriez-vous, la municipalité n'a pas voulu nous louer de salle...

Dans le même ordre d'esprit, aucun journaliste ne s'est présenté à la conférence de presse que nous organisons à Rennes lors de la deuxième série de tests. Encore une fois, la presse aux ordres se muselle d'elle-même dans le cadre d'une affaire de portée nationale, voire internationale.

Pleine-Fougères, le monde te regarde !

Les journalistes étrangers (japonais et hollandais) qui ont couvert la première série de tests s'intéressaient bien moins à la résolution d'une sordide affaire criminelle, qu'à la réceptivité d'une population à cette nouvelle pratique judiciaire :

le test serait-il accepté ou refusé ? En fait, seule l'éventualité d'une extension du fichier génétique au sein de leurs propres nations explique l'audience qu'ils ont accordé à cette expérience.

En Angleterre, plus de 300 000 citoyens sont déjà fichés. En France, la justice et la police veulent importer ce formidable outil scientifique, et pas simplement pour lutter contre les délits sexuels.

Une véritable atteinte aux libertés individuelles

La multiplication des moyens de fichage retire systématiquement des parcelles de liberté aux populations : la carte bancaire permet de nous suivre dans le monde entier par l'intermédiaire de vos dépenses. La vidéo-surveillance nous épie dans toujours plus de lieux publics et privés.

Et le dernier bastion des libertés publiques qu'était la santé (notamment le secret médical) va être mis à mal par le projet Veil d'une carte à puce pour les assurés sociaux. Alors que le citoyen n'a plus aucun moyen de contrôle sur ces fichiers (en a-t-il jamais eu ?), alors que la C.N.I.L. n'a plus qu'un rôle symbolique de mise en garde, la généralisation et le regroupement des fichiers permettent à ceux qui en détiennent les clés d'obtenir un panel d'informations qui sont du domaine de la vie privée de chacun !

A qui profite le fichage ?

Dans un premier temps, à ceux qui le mettent en place : bien souvent l'État. État qui, avec le fichier génétique, pourra mieux contrôler les populations dites à risques et marginales : la population carcérale, puis la population immigrée, ceux qui vivent près du lieu d'un crime, et finalement, au nom de l'effica-

cité, voire de l'égalité, l'ensemble des « justiciables », terme appelé à remplacer celui de citoyen. Car le rôle de l'État n'est pas d'anéantir la misère mais, au quotidien, de la gérer, d'en contrôler les crises au mieux des intérêts des puissants.

Dans un second temps, ce type de fichier intéressera les assurances (pour ne plus – par exemple – assurer des malades atteints de maladies génétiques...) ou les patrons (employer un futur malade ? Pas question !). Et nous ne sommes pas à l'abri de déviances dérangeantes (la secte des Raëliens prône un avenir « génocratique » : on ne pourrait voter, être élu, procréer... que sur présentation d'une carte génétique parfaite).

Qui pourra empêcher la diffusion de tels fichiers alors que l'ambiance actuelle est plutôt à leur regroupement dans un but avoué d'efficacité ? Ce qui se passe à Plaine-Fougères est, à ce titre, effectivement un test, mais au sens où l'État et l'institution judiciaire cherchent avant tout à préparer l'opinion à la systématisation de ce type de fichage.

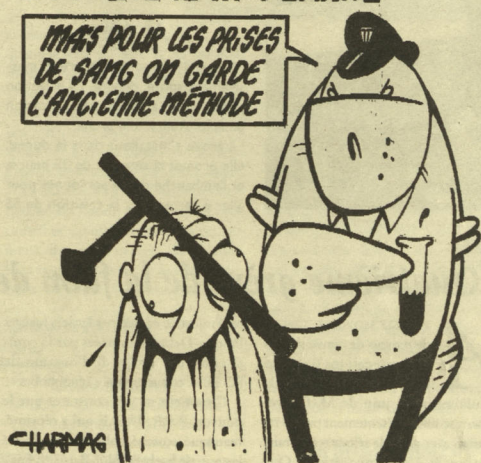
Pas à ta liberté, citoyen ! Nous n'acceptons pas que l'État instrumentalise un meurtre pour masquer ses carences dans le domaine social, et pour servir ses buts en matière de contrôle des populations. Nous n'acceptons pas ce nouveau pas vers une société totalitaire, vers ce « meilleur des mondes » où nous serons fichés jusque dans notre intimité, donc en permanence à la merci du Pouvoir.

Notre opposition aux tests génétiques de Plaine-Fougères est dans la logique de la vieille proclamation anarchiste : défendre les libertés publiques, défendre la liberté d'autrui, c'est défendre sa propre liberté.

Groupe La Commune de la F.A. (Rennes)

TEST GÉNÉTIQUE
L'ÉTAT ET LA POLICE SE MODERNISE

MAS POUR LES PRISES
DE SANG ON GARDE
L'ANCIENNE MÉTHODE



L'insoutenable légèreté d'E.D.F.

LES ANNONCES PUBLICITAIRES de l'entreprise Framatome et d'E.D.F. prétendent que l'énergie nucléaire ne contribue pas à l'effet de serre et se trouve l'énergie « la moins polluante du monde ». Il importe de prouver la fausseté d'un tel discours, qui regorge de mensonges par omission.

Tout d'abord, pour leur comparaison, E.D.F. et ses partenaires se réfèrent aux seules centrales à charbon sans équipement de dépollution. En 1989, par exemple, les émissions de SO₂ lors de la production d'électricité ont été supérieures à celles des producteurs publics allemands, pour une production électrique presque identique : 382 000 tonnes avec 80 % de nucléaire et 7 % de combustibles fossiles en France contre 220 000 tonnes avec 50 % de combustibles fossiles en Allemagne. Pourquoi ? Contrairement à E.D.F. qui a dépensé son argent dans l'atome, la réglementation allemande force les compagnies d'électricité à investir dans des systèmes de dépollution efficaces.

Mais les nucléocrates oublient dans leurs calculs de tenir compte de l'ensemble de la filière énergétique (extraction du minerai, transport, etc.). L'Öko-Institut de Darmstadt a calculé qu'une centrale nucléaire approvisionnée en combustible enrichi dans le pays même (1) entraîne des émissions de CO₂ jusqu'à trois fois plus élevées que la production d'une quantité d'électricité équivalente sur la base de la cogénération en gaz...

Largement sous-développée en France, cette technologie est appliquée à grande échelle en Allemagne, au Danemark et aux

États-Unis. Le rendement de ces installations va de 80 % à 90 %, contre 40 % (- 8 % de pertes en ligne) pour le nucléaire.

Un exemple concret : le bilan final de l'énergie pour le chauffage. Réalisé par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, qui a comparé les émissions de CO₂ pour un chauffage central au fuel et pour un chauffage électrique. Résultat : le chauffage électrique émet de 18,5 à 67 % de CO₂ de plus que le fuel ! Or le fuel est le plus polluant des combustibles avec le charbon. Des études allemandes révèlent que des unités de cogénération relâchent sept à huit fois moins de CO₂ que le chauffage électrique.

Les dépenses françaises en matière d'économie d'énergie laissent aussi à désirer. L'A.F.M.E. affirme que, si la réduction des émissions de CO₂ est due à 54 % au nucléaire, la maîtrise de l'énergie y a contribué pour 39 % « avec des investissements bien inférieurs ».

Peter Hennicke, membre de la commission d'enquête sur l'effet de serre du Parlement allemand : « le nucléaire n'est pas seulement un moyen inefficace pour combattre l'effet de serre, mais il empêche l'application de solutions efficaces ».

Il faut aussi déplorer l'attitude scandaleuse d'E.D.F. vis-à-vis de la cogénération depuis bientôt 10 ans. Déjà, en juin 1989, dans *La stratégie commerciale d'E.D.F. 1990-1992* : « Pour fidéliser notre clientèle, il convient de différer les projets d'autoproduction jusqu'à la réadaptation de notre parc de production » et de « s'opposer à la cogénération en faisant pression sur les

pouvoirs publics pour qu'ils limitent leur aide financière à ces investissements ».

Enfin, il faut rappeler que le secteur de la production d'électricité n'est responsable que de 4 % des émissions de CO₂. Et le nucléaire n'apporte qu'une seule forme d'énergie : l'électricité. Bill Long, directeur de l'environnement au sein de l'O.C.D.E. : « vue sous l'angle de l'environnement, l'énergie nucléaire ressemble à une sirène : attirante, mais mortelle ».

Cette véritable campagne de presse a pour but de redorer le blason du lobby nucléaire à l'occasion d'une conférence internationale (début décembre) sur le problème de l'effet de serre.

Son but n'est évidemment pas de trouver des solutions à ce problème (2) comme la cogénération, mais de s'autosatisfaire en brandissant des statistiques tronquées. E.D.F. se joue encore de l'opinion publique, qui croit ne pas avoir les moyens de la réfuter (ou qui reste passive).

Sacha Kagan

Sources :

A.F.M.E. : Agence française pour la maîtrise de l'énergie ; W.W.F. : E.D.F. et Framatome.

Notes :

- (1) L'enrichissement du combustible est extrêmement énergivore.
- (2) Par exemple : pour 1000 MW produits : 230 000 tonnes de CO₂ rejetées avec le nucléaire ; 78 000 tonnes avec l'énergie hydraulique ; 54 000 tonnes avec l'énergie éolienne ; 52 000 tonnes avec l'énergie marémotrice.

abonnez-vous! abonnez-vous! • abonnez-

États-Unis : lutter contre l'austérité

UNE MERE DE DEUX ENFANTS S'EST SUICIDÉE APRÈS AVOIR ÉTÉ EXPULSÉE DE SA MAISON quand l'aide sociale lui a été coupée. Une jeune femme est obligée, pour toucher l'aide sociale, de quitter l'Université et d'accomplir un travail forcé: enlever les détritus dans un parc public. Un homme cardiaque, assez âgé, est forcé de laver des bus pour toucher l'aide sociale jusqu'à ce qu'il n'en soit plus capable après une attaque cardiaque. Chaque jour les politiques d'austérité fiscale – de réforme de l'aide sociale, des cotisations sociales, les coupes budgétaires dans l'éducation et les services sociaux – font de nouvelles victimes.

Les politiques d'austérité sont supportées de façon disproportionnée par les enfants, les femmes et les communautés de couleur. Les «dirigeants» nous affirment que ces mesures sont des actes nécessaires et que tout le monde doit se serrer la ceinture. Mais bien sûr, «tout le monde» ne veut jamais dire réellement tout le monde. Les prisons financées par l'argent public sont en plein développement. Les villes et les États sont en compétition pour offrir aux grandes entreprises une baisse des taxes. Les forces de police sont augmentées. Les subsides accordés à l'industrie du tabac sont toujours là. Les dépenses militaires demeurent à un niveau très élevé. Les mesures d'austérité ne viennent pas d'un besoin de réduire les dépenses publiques en général mais de celui de réduire les dépenses publiques dont bénéficient les pauvres et les travailleurs.

L'Etat remet en cause le « salaire social »

Ces politiques d'austérité ne peuvent être comprises que comme une forme de lutte de classes. Elles sont une attaque contre le «salaire social». Ce salaire social recouvre le niveau de vie minimum apporté directement ou indirectement par l'assistance publique, les timbres d'alimentation, l'allocation logement et tous les autres services sociaux. Le salaire social est important pour toute la classe ouvrière parce qu'il établit un salaire minimum effectif en dessous duquel les employeurs ne pourront trouver personne pour accepter les emplois qu'ils offrent. Il fournit aussi l'essentiel pour la survie quand il n'y a pas d'emplois. Les politiques d'austérité qui sont imposées à travers les États-Unis font partie d'un modèle global d'attaque des pauvres et des travailleurs nommé «néo-libéralisme». Le néo-libéralisme est une politique de libre marché, de libre commerce, de mouvements internationaux sans entraves du capital, de privatisation des entreprises publiques, et de coupes dans les dépenses sociales. Le néo-libéralisme est la stratégie dominante de la classe dirigeante du capitalisme international – les propriétaires des banques et des entreprises multinationales – dans la période actuelle. Certains anarchistes perçoivent un dilemme à se mobiliser contre les coupes dans le système social ou

d'autres formes de dépenses publiques. Un tel soutien n'implique-t-il pas une dépendance à l'État pour résoudre nos problèmes? Il est sûr que la plus grande part des oppositions aux «réformes de l'aide sociale» et des coupes budgétaires ont été réformistes: «si nous pouvons juste faire comprendre aux politiciens la souffrance qu'ils cau-

ent et éloigner les gens de nos idées politiques. Nous devons être patients avec les processus par lesquels les gens développent leurs propres analyses politiques et nous devons aussi être dans un état d'esprit qui nous permette nous-mêmes d'apprendre quelque chose de ces luttes. Trois principes devraient imprégner

notre participation à ces luttes. Le premier c'est l'indépendance, l'autonomie. Une importante fonction de l'assistance sociale dans cette société, c'est de créer une relation de dépendance des pauvres pour les rendre plus facilement contrôlables. Les attitudes de dépendance doivent être combattues. Car qui dépend réellement de qui? Il faut toujours avoir à l'esprit que les riches dépendent de nous pour faire ce travail qui les enrichit. De fortes traditions d'indépendance existent déjà parmi les pauvres. Les réseaux informels de crèche en sont un exemple. Ces expériences sont à soutenir. Mais ces pratiques ne doivent pas être idéalisées. Le capitalisme est capable d'exploiter les pauvres précisément parce que les ressources dont ces derniers disposent, sont, en dernière analyse, inadéquates pour leur survie. L'indépendance est la base de l'organisation qui doit nous permettre de prendre ce qui est légitimement nôtre. Le second principe c'est la démocratie. Le mou-

vement contre les politiques d'austérité ne sera une menace réelle que s'il provient de l'auto-organisation et de l'auto-activité de ceux qui n'ont rien à perdre en s'opposant à ce système. Nos organisations doivent être réellement démocratiques en ayant à rendre des comptes à la base. Les travailleurs sociaux et les militants professionnels prétendent souvent parler pour les pauvres et fixer les objectifs de leurs mouvements. Nous devons nous opposer à cette tendance et mettre en avant la capacité des pauvres à s'organiser eux-mêmes et à diriger leurs propres luttes. Le troisième principe est l'action directe. Que ce soit en occupant un bureau pour exiger du gouvernement des services publics, ou en occupant un immeuble pour le rendre disponible aux sans-logis, l'organisation contre l'austérité doit commencer par la reconnaissance de la capacité du peuple à prendre ses affaires en main. Les réformes qui sont gagnées révolutionnairement renforcent le mouvement révolutionnaire et donnent au peuple les moyens de se battre un autre jour.

Love and Rage, a revolutionary anarchist newspaper. Août-septembre 1997. PO box 853 Stuyvesant station, New York, NY 10009.



sent, disent-ils, alors ils arrêteront.» Mais refuser de participer à une lutte parce qu'il y a des personnes dans cette lutte qui ont toujours des illusions sur ce système, c'est abdiquer nos responsabilités de révolutionnaires. Les nouvelles politiques d'austérité ne seront pas contrées par des lettres aux élus ou même par des manifestations furieuses, parce que cette politique est le reflet de profonds changements structurels se produisant au sein du capitalisme. Donc les efforts pour contrecarrer ces attaques selon des méthodes réformistes échoueront et beaucoup de gens, engagés dans la lutte, vont commencer à remettre en cause ces méthodes.

Le rôle des anarchistes

Les anarchistes révolutionnaires doivent être là quand ce processus de radicalisation se produira. C'est ce qui se passe déjà dans des douzaines de communautés à travers les États-Unis. Au Minnesota, le Welfare Rights Committee a mis en place une campagne soutenue et militante contre les efforts de l'Assemblée législative de l'État du Minnesota pour mettre en application la réforme de la Sécurité sociale. La Kensington Welfare Rights Union a marché récemment à travers le New Jersey de Philadelphie jusqu'aux Nations Unies à New-York pour dénoncer la réforme de la Sécurité sociale comme une violation des droits de l'homme. Et il y a beaucoup d'autres exemples comme cela aux États-Unis. Les anarchistes doivent participer à ces luttes qui s'opposent aux politiques d'austérité selon leurs principes. Nous ne devons pas cacher nos positions politiques lors de ces manifestations

QUEBEC

Police : un plan qui déborde...

UNE CHOSE EST CLAIRE, si cette vague de médiatisation est quelque peu inhabituelle, la brutalité et le harcèlement au quotidien ne le sont pas. D'ailleurs, la police ne s'en cache pas : la violence fait partie des habitudes de la police de Québec, selon ce que semble dire le chef Renaud.

C'est une composante «régulière», voire nécessaire de leur stratégie. Cette violence sert à renforcer leur rôle dominant comme dernier rempart de la civilisation. La police croit qu'elle est, comme le disent les cops américains, la «mince ligne bleue» entre la barbarie et la civilisation: en fait, c'est plutôt les barbelés dans le fond de la tranchée entre les riches et les pauvres.

Depuis l'émeute de 1996, la police se fonde sur un «plan» basé sur le fameux «rapport sur les émeutes de 96», et maintenant sur un obscur «rapport sur le contrôle des foules». Le premier est un des pires ramassis de merde jamais produits au Québec, recommandant à peu près l'expulsion et l'incarcération de tout ce qui ne plie pas.

Le deuxième rapport prévoit une recrudescence des manifestations, à cause du «piètre contexte socio-économique». Le «plan» vise les organisations populaires en général, et les derniers actes brutaux ne sont que des éclaboussures.

Les 42 étudiants de la Banque nationale furent parmi les premières victimes de cette vague de terrorisme d'État exemplaire. On les a embarqués comme des vidanges et on a menacé de les inculper de «voie de fait» afin de les tasser de la circulation.

Les accusations n'ont évidemment jamais été réellement portées, parce que ridicules. Par la suite, on donna une sentence exemplaire (?) (deux tiers de six mois) aux émeutiers, ce qui est le quadruple du temps purgé habituellement. Et pour les dernières victimes, les flics font tout pour les inculper de n'importe quoi!

Considérant le nombre de gaffes que la police a pu faire récemment, soit les flics sont extrêmement stupides, soit paranos, soit ils

testent leurs nouveaux dispositifs de sécurité, ou alors ils agissent un peu comme un agent provocateur vicieux qui instaure la violence afin de justifier son existence.

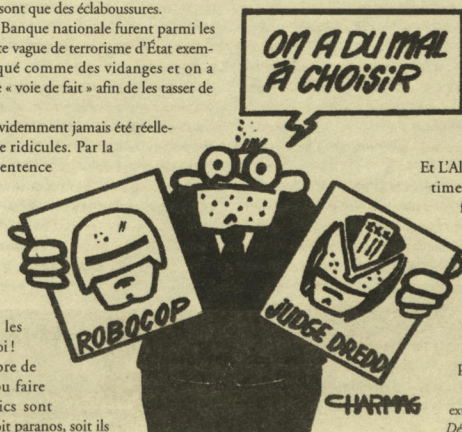
Les autorités s'auto-disculpent !

Si une chose est facile lorsqu'on est en haut, c'est bien de rejeter la faute sur quelques flics et d'ainsi isoler les cas de brutalité dans le climat de violence ambiant. Bien entendu, les ministères de l'injustice et de l'insécurité publique doivent à tout prix esquiver la responsabilité de tels actes. Par contre, le municipal pédale pas : Le maire L'Allier refuse l'enquête publique parce qu'il coït que: «rien dans nos dossiers ne nous permet de croire à l'heure actuelle qu'il y a un problème général, un système érigé d'abus de force physique. Nous préférons que les cas soient réglés un par un, rapidement». Bertrand lui a répondu qu'il sait bien que c'est ridicule, car il est pratiquement impossible de faire condamner un policier, sans compter le temps que ça prend!

Les deux stratégies pour éviter une enquête publique sont de banaliser la répression brutale, et d'en faire des cas isolés. Qu'est-ce qu'un système répressif sinon un système érigé sur l'abus de force physique? Et L'Allier préfère isoler les victimes, ça va certainement faciliter sa propre tâche. La meilleure façon de faire est d'utiliser la voie bureaucratique et étatique habituelle, la déontologie, tuant ainsi dans l'œuf le débat public.

Brack

extrait du journal Démarche



me!

ensemble des... à remplacer... rôle de l'État... isère mais, au... contrôler les... réts des puis-

os, ce type de... assurances (pour... assurer des... maladies géné... (employer un... on!). Et nous... dérivés délin... ens prône un... on ne pourrait... que sur pré... nétique par-

a diffusion de... l'ambiance... regroupement... acité? Ce qui... est, à ce titre... ais au sens où... judiciaire cher... l'opinion à... ce type de

oyen! Nous... instrumenta... masquer ses... social, et pour... le contrôle des... eptions pas ce... été totalitaire,... des" où nous... notre intimité... la merci du

sts génétiques... la logique... anarchiste:... ques, défendre... défendre sa

de la EA. (Rennes)

.F.

ncière à ces

on d'électri... e CO₂. Et le... l'électricité... C.D.E.: «vue... semble à une

redorer le... erence inter... l'effet de

olutions à ce... atosatisfaire... D.F. se joue... les moyens

na Kagan... gie; W.W.F.;

ergivore... nes de CO₂... hydraulique;... avec l'énergie

Z-

dans le monde

La démocratie Hassanienne

LE 14 NOVEMBRE (et ce pour la première fois depuis leur indépendance, en 1962), les marocains élaient leur parlement au suffrage universel direct. Les journaux français et américains nous parlent de « retour (?) à la démocratie », « d'alternance », « d'aboutissement du processus démocratique », voire même de « démocratie Hassanienne ». Ces législatives donneraient-elles au Hassan vieillissant le simple statut d'un « Juan Carlos chez les Arabes »? En fait, notre ami le roi est plus que jamais souverain...

Pourquoi les médias français nous parlent-ils de processus démocratique au Maroc? La réponse est aussi sinistre que classique: parce que les autorités marocaines se montrent très dociles envers les directives des États capitalistes et les organismes économiques internationaux.

Le Maroc connaît un taux de chômage de l'ordre de 20% de la population active (et encore, en faisant confiance aux chiffres de l'administration...); une forte croissance démographique, une grande dépendance économique, la France, à elle seule, fournissant un quart de ses importations et absorbant près d'un tiers de ses exportations... et une dette extérieure estimée à 66% du P.I.B! En bref, tous les ingrédients pour se retrouver l'enfant chéri de la Banque mondiale et du F.M.I.

Un habillage politicien bien utile pour l'État

Un programme « d'ajustement structurel »... a donc été mis en place, que les différents gouvernements, qui se sont succédés depuis 15 ans, se sont engagés à appliquer: privatisations, assainissement des finances publiques (y'a du boulot...), démantèlement des barrières douanières en vue de libéraliser le commerce et d'alléger le poids de la dette extérieure. La monarchie freinait, structurellement, ces réformes: un toilettage s'imposait. De référendum en nouvelles constitutions (qui « octroyaient » déjà, généreusement, la désignation d'une partie de la chambre des députés au bon

vouloir du suffrage universel...) en passant par des élections locales « libres » (qui ont, entre autres, permis l'intégration des partis berbères au discours dominant...), on a abouti à cette grandiose apothéose: la tenue d'un scrutin législatif, un parlement entièrement élu au suffrage universel direct (comme chez les grands, ceux du « vieux continent », comme ils nous désignent si gentiment...).

« Historique », ont rabâché les autorités et les partis marocains. Résultat des courses: une attention tout juste polie de la part des électeurs-trices (abstentions et bulletins nuls atteignant le taux intéressant de 50% de l'électorat; tous les fonctionnaires se déplaçant, eux, par principe, pour que l'administration ne les fiche pas comme « rebel one »), un vote extrêmement « émiété », un parlement sans majorité sortante, et une opposition disqualifiée à long terme (depuis plusieurs années, elle cède point par point contre la seule promesse d'entrer au gouvernement...).

« Tout est permis, tout est ouvert » en a conclu Driss Basri, en annonçant les résultats. Dans la bouche de cet ambitieux et impitoyable ministre, la phrase est facilement traduisible en: « Bien joué, le terrain est libre, on leur a donné un hochet pour lequel ils vont s'entretenir, et pendant ce temps-là les mines de phosphate seront bien gardées ».

Concrètement, la « Koutla al Democracya » (opposition plutôt hétéroclite, plutôt de « gauche », dont font partie l'U.S.F.P. (Union socialiste des forces populaires - parti « héritier » de celui fondé par Ben Barka et qui est arrivé en tête de ces élections) et l'Istiqlal (« indépendance », vieux parti nationaliste « droite sociale », l'O.A.D.P. (« gauche » et le P.P.S., ex-parti communiste.) obtient 102 sièges sur les 325 à pourvoir, le « centre » (qui, comme partout, se vendra au plus offrant) obtient 97 sièges, et l'« entente », autour d'Ahmed Osmane, ancien premier ministre et pote d'Hassan, une centaine de sièges également. Toutes les conditions sont donc bien réunies pour que la joyeuse valse des alliances se mette en place et bouffe la totalité des énergies militantes qui survivaient peut-être encore dans ces partis...

Il faut savoir que ces élections se sont en fait passées dans un « brouillard idéologique » qui a fait fuir la plus grande partie de l'électorat potentiel.

Une des explications à ce désintérêt tient peut-être à un léger détail: les différents partis n'ont pas estimé devoir anticiper sur leur mandat futur, et n'ont donc présenté aucun programme...

Cela fait gag, tellement gag que même la presse nationale (entièrement libre pour peu qu'elle ne remette en cause ni le régime, ni le descendant du glorieux trône Allaouite, ni la famille royale, ni la « Marocanité » du Sahara occidental, ni...) s'en est émue, dans un style que les connaisseurs apprécieront: « Depuis plusieurs mois l'interpellation fuse de partout, à l'adresse des différents partis afin qu'ils lèvent enfin le voile sur leurs intentions [...] Avec l'apparition de l'hypothèse de l'alternance, idée aussi nouvelle que celle de programme, une problématique nouvelle est apparue: l'alternance, pour quoi faire? [...] Comme à l'occasion des élections communales de juin 1997, les électeurs ont perdu tout sens de l'orientation, car au plan des généralités, tout le monde a dit la même chose. » (Khalid Naciri, *Al Bayane* du 21 octobre).

Pressés par quelques journalistes, les politiques ont d'abord lâché une grande révélation: leurs emblèmes... Ils ont longuement rempli les journaux, une bonne semaine, avec leurs commentaires sur le choix de la rose (et oui...), de l'orange, du palmier, de la balance, du rameau d'olivier...

« C'est quand même un signe! » titrait désespérément le *Libération* marocain du 16 octobre. Puis l'aveu est devenu public, « on ne peut rien sortir d'écrit, on a peur de se faire voler nos idées... » (Yoyo au pays des palmiers...). Quelques textes, extrêmement généraux, sont enfin sortis, mais plus personne ne s'y intéressait...

L'identité socialiste serait-elle l'art du compromis?

Le vide total, quant à la signification politique de ces élections, était donc déjà bien perçu par la base électorale, ce qui rend d'autant plus douteux le laboureur enthousiasme des journalistes occidentaux parlant de « transition historique vers la modernité ». Même *Le Monde Diplomatique*, journal fort sérieux et fort bien informé, « conscience de gauche » des déçus du socialisme... Même ce respectable jour-

de mal, les élections encore et toujours truquées, et, fidèle à son actuelle « stratégie de la participation », s'apprete à nouer des alliances avec qui voudra contre un strapontin. A part ça, ils n'ont « pas dévié de leur ligne »... Décidément, la rose peut sentir la compromission même de l'autre côté de la Méditerranée...

Une autre chambre, (dite chambre haute), ou « chambre des conseillers », sera élue, elle, par les « grands électeurs », le 5 décembre prochain. La bonne majorité de ces « grands électeurs » sont proches des « partis de l'administration »... Qui fera partie du prochain gouvernement? Combien de technocrates aux dents longues, petits Madelin arabes, combien de nouveaux Oufkir et... combien de socialistes implorants? Quelles seront les prérogatives exactes de ces deux chambres? Eh bien... le roi va décider. Il a déjà déclaré qu'il était résolu à « prendre son temps ». Le temps, on peut s'en douter, que les différents partis s'écrasent bien proprement devant le souverain chérifien. En décembre 1998, selon toute probabilité, le référendum d'autodétermination au Sahara occidental devrait voir l'union sacrée des sujets marocain(e)s...

Ils ont voté et puis après...

Aujourd'hui, Driss Basri peut prétendre que le Maroc est au « top niveau » de la démocratie et personne ne se mare...

Aujourd'hui comme hier les campagnes sont laissées à l'abandon et plongent dans la misère noire à la moindre catastrophe naturelle (cf la grande sécheresse de 1995).

Aujourd'hui comme hier les petites filles fabriquent de jolis tapis à touristes dans les usines de Casa et d'ailleurs.

Aujourd'hui comme hier les prisons sont un no man's land où la torture est de règle.

Aujourd'hui comme hier, plus de 50% des enfants de familles pauvres (dont une grande majorité de filles) sont analphabètes.

Aujourd'hui plus qu'hier, puisque les islamistes ont conquis 9 sièges, l'ordre moral s'impose et les femmes se promènent de moins en moins librement dans les rues des villes: le port du voile, peu répandu dans les grandes villes il n'y a encore qu'une dizaine d'années, s'inscrit de plus en plus dans les mentalités (C'est moi ou l'islamisme au pouvoir, sous-entend d'ailleurs Hassan aux démocraties qui voudraient lui donner des leçons de civisme...)

Aujourd'hui comme hier, les Marocain(e)s sont à l'écoute des seules vraies nouvelles pouvant modifier leur quotidien: les infos sur l'état de santé du roi...

Aujourd'hui comme hier, les riches s'enrichissent (l'argent des privatisations, entre autres, est très volatil) et les pauvres désespèrent.

Aujourd'hui comme hier, la police est omniprésente et extrêmement bien renseignée...

Aujourd'hui comme hier, les dirigeants politiques français (Chirac, Fabius, Pasqua, Rocard, et tant d'autres...) se font offrir des séjours à la Mamounia (hôtel de très grand luxe à Marrakech).

Aujourd'hui comme hier, la démocratie Hassanienne se porte bien.

Maude



dans la toile

Ça bouge sur Internet, de plus en plus de sites sympathiques et/ou utiles poussent de ci de là.

Cette semaine, on notera en particulier: <http://www.mygale.org/11/dnhtines/>, une page où l'on trouve tout un tas d'infos sur le D.P.S. (la Milice Politique du FHaine), articles de *Libération*, du *Canard enchaîné*, etc. Le lien est situé sur la page d'accueil antifa riche en rubriques (tenue par un proche de Ras l'front apparement) sous le titre: « Chroniques: Au cœur de la milice du F.N., le D.P.S. ».

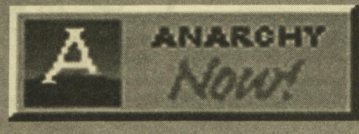
À Toulouse, le site du groupe Albert Camus de la F.A. s'étoffe (<http://www.perso.hol.fr/~acamus/>). Dans la rubrique expression publique, on peut trouver une sélection de tracts (Sans papiers, Élections et FN, I.V.G...) diffusés par le groupe. Certains tracts seront datés prochainement et peuvent bien sur être repris, par les lectrices et lecteurs du *Monde libertaire*, par exemple.

Original et beau à regarder: l'éphéméride anarchiste (<http://perso.club-internet.fr/lytak/>) d'Éric et Cathy à qui je laisse la parole pour présenter leur site: « Chaque jour, que ce soit il y a six mois ou 99 ans, il

s'est passé quelque chose dans le monde qui concerne le mouvement libertaire: naissance d'un théoricien ou d'un artiste; souvenir d'une lutte sociale: répression ou victoire. Pour ne pas oublier ceux et celles qui ont fait et qui font notre histoire, voici un petit éphéméride anarchiste. Pour chaque date, vous trouverez les événements marquants, de petites biographies, parfois une photo, et des liens renvoyant à d'autres sites. Un index des noms et une petite bibliographie complètent le tout. Bon voyage. »

C'est un gros boulot et le site est mis à jour au fil du temps qui passe. Sans doute la plus originale des adresses anarchistes sur la toile.

Blue Eyed Keyboard
email: bek_ml@hotmail.com



nal, donc, parlait en juin 1997 d'un Maroc « prêt pour l'alternance », « d'étape importante vers la démocratisation », et reprenait, de confiance, les discours d'A. Youssoufi (U.S.F.P.): « nous refusons la politique du pire, le pays a déjà perdu 4 ans [...] Nous avons payé le prix de nos idées et nous n'avons pas dévié de notre ligne ». Ben voyons.

En 1993, lors des législatives « partielles », les élections avaient été largement bidouillées, sans que Basri, ministre de l'Intérieur ne se donne même la peine de le faire trop en finesse... Hurllements de l'opposition qui réclame son départ. Exil momentané du leader de l'U.S.F.P. Youssoufi. Sa majesté propose alors à l'opposition d'entrer au gouvernement, se réservant juste le droit de désigner lui-même les ministres de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères! Youssoufi a fort bien fait de s'éloigner pendant un an et demi, le roi ayant, semble-t-il, piqué une grosse colère après le refus de son offre généreuse par l'opposition...

Mais aujourd'hui, lasse de tirer la langue en vain devant les cabinets ministériels, l'U.S.F.P. avale, sans trop

Cet étrange Monsieur Bourseiller

DANS UN PRÉCÉDENT *Monde libertaire*, un camarade, visiblement mal au fait du syndicalisme français et de son histoire, a cru bon de faire une note de lecture favorable à un livre intitulé : « Cet étrange Monsieur Blondel », commis par un dénommé Bourseiller.

Situons d'abord l'auteur. Christophe Bourseiller, surtout connu pour ses seconds rôles au cinéma, avait déjà produit un livre en 1989 intitulé : « Les ennemis du système ». Son postulat de base était résumé ainsi dans la jaquette de présentation : « ils sont environ 20 %, ces français contestataires, prêts à rejoindre les courants extrémistes pour tout changer et balayer le système, au prix de la violence s'il le faut. Localisés aussi bien à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche, on les retrouve lors des élections (1988 : 15 % pour Le Pen) ou lors des grèves de la Fonction publique animées par des militants révolutionnaires. »

Le parti pris de Bourseiller était donc clair, peu original et en disait long sur la clarté de sa pensée politique : les extrêmes se rejoignent, c'est bien connu.

Sans nous attarder sur les multiples approximations, erreurs grossières, contre-vérités qui émaillaient déjà ce bouquin concernant telle ou telle organisation (le chapitre sur la L.C.R. intitulé « des adeptes de la transparence », vaut son pesant de cacahuètes), citons un passage sur ce qui était dit sur les anarchistes. Page 84, dans le chapitre « les archipels anars », Bourseiller, après avoir mentionné un certain nombre

d'organisations et de journaux anarchistes, écrit sans aucune précaution ni nuance d'aucune sorte : « nous ne saurions terminer cette liste sans évoquer les amis du socialisme français et de la commune, représentant un courant libertaire d'extrême droite. Il ne font que renouer avec les tendances libertaires et nationalistes qui existaient en France au début du siècle. » Chacun appréciera son sens de la rigueur historique.

Accorder le moindre sérieux, le moindre crédit ni même la moindre bonne foi à ce genre de personnage est impossible et on voit mal pourquoi on lui ferait davantage confiance aujourd'hui, sous prétexte que l'essentiel de son bouquin vise Blondel et les trotskistes lambertistes.

La précédente note de lecture avait relevé un « élément troublant » (?) qui semblait prouver, selon son auteur, la validité de l'argumentation « bourseillère ». En 1965, Blondel est nommé secrétaire de la Fédération des employés et cadres. Ce qui est vrai. Or dit Bourseiller « des réunions du Comité central de l'O.C.I. se seraient tenues au siège de cette fédération ».

Confusion des genres... genre de la confusion

Sans revenir sur les conditionnels qui deviennent systématiquement affirmations quelques pages plus loin, notons qu'à cette époque Maurice Joyeux, militant historique de la Fédération anarchiste, animait par ailleurs un syndicat de cette même fédération. Maurice Joyeux était-il un compagnon de route des lamber-

tistes comme l'affirme en toutes lettres de façon invraisemblable et scandaleuse Bourseiller ?

De même, affirmer que les trotskistes contrôleraient cinq fédérations et quinze U.D. de F.O. relève de la manipulation. Il est vrai que les oppositionalistes droitiers au sein de F.O. le prétendent.

Mais ils le font sciemment pour agiter le spectre bolchevique à la face des médias. Doit-on nous aussi nous vautrer dans cette pratique de l'anathème, d'autant que certains d'entre nous se trouvent à l'occasion qualifiés de trotskistes ?

Oui, il y a des trotskistes à F.O., comme il y en a à S.U.D., à la F.S.U., à la C.G.T., à la C.F.D.T. ou même à la C.N.T... mais il y a fort à parier que Bourseiller ne mènera pas d'enquête sur eux...

Car le fond du problème est là, et c'est une faute politique grave de ne pas le comprendre. Ce livre est un bouquin de commande, autant parce qu'il touche à Blondel, personnage médiatisé susceptible de faire vendre, que pour la pression que certains souhaitent exercer sur l'orientation de Force ouvrière. En novembre/décembre 1995, un tombeau d'injures et de menaces, de l'extrême droite (*Quotidien de Paris, Présent, Minute...*) à la gauche bon chic-bon genre (*Libération, le Nouvel Obs, Le Monde...*) s'est abattu sur Blondel et sur F.O. Les fonds secrets de Matignon ont encouragé, à cette occasion, certains chieurs d'encre à diffamer, calomnier à tout va, quitte ensuite à être condamnés en justice. Ce qui a été fait pour le *Quotidien de Paris* ou *Capital* par exemple.

Un livre « commandé »...

C'est que la mobilisation FO/C.G.T. impulsée d'ailleurs par la base, menaçait le plan Juppé/Notat. L'enjeu était de taille et dans ces cas là tous les moyens sont bons pour discréditer l'adversaire du pouvoir.

Deux ans plus tard, la problématique n'est guère différente pour la « gauche plurielle ». Elle doit faire passer coûte que coûte sa politique de régression sociale, imposée par les critères de Maastricht.

Difficile de le faire durablement avec la seule C.F.D.T. On l'a bien vu lors du conflit des routiers. Cela serait tellement plus simple si F.O. avait l'échine plus souple... Nul doute que les médias ne tariraient pas d'éloges sur les positions réalistes de Blondel et que Bourseiller se désintéresserait pour longtemps des trotskistes de F.O.

Nous sommes prêts, quant à nous, à participer à tout débat sérieux pour dénoncer les manipulations orchestrées dans les syndicats tant par les trotskistes que par toute autre organisation.

Il ne s'agit pas de pratiquer le culte de la personnalité, ni le patriotisme d'organisation, mais de constater le chemin parcouru et de savoir que le mouvement social aurait beaucoup à perdre si la confédération Force ouvrière reniait son indépendance pour emboîter le pas au syndicalisme d'accompagnement de la C.F.D.T.

Fabrice Lerestif, Jean Hédou, Wally Rosell

à la petite semaine Automaticité

Le navrant débat sur la nationalité, né de la progression foudroyante d'une épidémie hexagonale de lepénisme aigu, vient de faire rechuter l'opposition parlementaire dans une fièvre patriotarde délirante dont le symptôme le plus criant reste cette purulente enflure déclamatoire parsemée de qualificatifs les plus sottement grandiloquents destinés à évoquer l'appartenance à l'incomparable communauté française.

« Honneur », « fierté », « gloire »... c'est ainsi, paraît-il, qu'il convient de nommer le hasard qui nous a fait naître sur ce bout de terre de l'extrême ouest occidental, menacé, dit-on, par une invasion de primitifs sans honneur congénital, sans fierté innée et sans gloire transmise en héritage, car venus au monde hors de nos sublimes frontières.

Ainsi remise sur son piédestal et présentée comme il se doit, la nationalité française, valeur humaine en soi, ne peut évidemment, sans être aussitôt souillée, faire l'objet de marchandages politiques et de compromis ordinaires. Un Parlement où furent votés naguère les pleins pouvoirs francs et massifs à un régime pro-allemand et nazi ne saurait sans s'avilir transiger sur l'honneur, dans sa patrie même, comme il le ferait de la durée hebdomadaire du travail ou de tout autre sujet vulgaire! Aussi les représentants de la droite ont-ils bien fait de souligner le scandale que constitue l'obtention automatique de cet honneur, à l'âge de dix-huit ans, pour les enfants d'étrangers nés sans le vouloir sur notre sol glorieux.

Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin? Finissons-en dans le même temps avec toutes ces automaticités qui sont autant de portes ouvertes au laxisme et à l'anti-France, notamment celles qui ont trait elles aux valeurs plus que jamais essentielles, comme le capital et son accumulation. Faisons en sorte que désormais tout enfant né dans ce pays de parents fortunés, désireux de récupérer tôt ou tard les tableaux de maîtres et l'argenterie de papaman, la direction de l'entreprise familiale, la propriété du Lubéron ou de Saint-Jean-Cap-Ferrat, le haras de Normandie et le yacht ancré à Deauville ou à Saint-Tropez, en fasse la demande officielle auprès des bureaux d'aide sociale, qui décideront de la suite à y apporter.

Être riche, ça se mérite!

Floral

RECTIFICATIF

Le catalogue général de la librairie du *Monde libertaire* (livré avec le n° 1102 de l'hebdo), indique par erreur que le prix de vente du documentaire (vidéo) de Ken Loach « Les dockers de Liverpool » est de 143 F. Le prix est de 95 F. *Le Petit guide des situations délicates*, quant à lui, est à 10 F (et non 8).

THÉÂTRE

L'homme qui...

Hier soir, j'étais au théâtre... En fait non. Je viens d'écrire un gros mensonge : hier soir, j'étais chez moi, feuilletant un magazine, et j'y ai appris la reprise de « L'homme qui... », adaptation scénique de Peter Brook d'après le livre du neurologue Olivier Sacks. Comme quoi il y a parfois de bonnes nouvelles dans les magazines : « L'homme qui... » est un des spectacles les plus marquants parmi ceux que j'ai pu voir ces cinq dernières années.

Le thème est pourtant peu engageant : il s'agit de descriptions objectives de pathologies cérébrales. De vraies salétés, qui peuvent vous priver de mémoire immédiate, vous interdire de reconnaître la mer tout en étant capable d'en décrire minutieusement une photo, vous faire ignorer la moitié gauche de votre propre corps, vous faire prendre votre femme pour un chapeau (c'est le titre de l'ouvrage de Sacks)...

L'adaptation présente une succession de consultations médicales. Médecins factuels, presque muets, hésitant entre la froide déclinasion des symptômes et le constat d'impuissance permanent. Malades vivant ce que, faute de mieux, on nommera leur handicap. Aucun effet spécial, voir ces individus d'apparence « normale » vivre dans un univers qui vous est indéchiffrable est en soi un ressort dramatique très efficace : essayez de vous imaginer capable de marcher, de tenir un verre d'eau, mais pas les deux simultanément!

Dans un tel contexte, il est en effet inutile d'en rajouter et les acteurs, qui s'échangent les rôles du médecin et du patient d'un sketch à l'autre, sont d'autant plus crédibles qu'ils sont sobres. Il faut quand même souligner un passage d'anthologie : le dyslexique profond (joué avec virtuosité par Bénichou) qui explique, dans un langage évidemment incompréhensible, les progrès qu'il croit avoir réalisés depuis sa dernière consultation ; réécoulant ensuite son propre discours (enregistré par le médecin), il réalise qu'il en est désespérément au même point, et exprime alors, toujours dans le même sabbat, sa détresse et son découragement. Le spectateur, médusé, comprend tout cela sans comprendre un mot. Je vous passe l'analyse lexico-psychologique : l'effet est saisissant, et le traumatisme durable. Trois ans après, cette scène me saute toujours aussi violemment à la gueule chaque fois que j'entends parler de Bénichou, de Brook, ou de « L'homme qui... ». Elle justifie, à elle seule, le billet d'entrée.

COQ'S

au théâtre des Bouffes du Nord à Paris, jusqu'au 31 décembre

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 4 décembre à 18 heures :

Si Vis Pacem : objection de conscience aux jouets guerriers.

jeudi 4 décembre à 20h 30 :

Microclimat : Perline est l'invitée de Nicolas Choquet pour son livre « Tout nucléaire : l'exception française ».

vendredi 5 décembre à 14 h 30 :

Jazz en liberté : Ron Pittner sextet en public (1996); Sunny Murray quintet (1961); Simon Goubert quintet (1991).

vendredi 5 décembre à 16 heures :

Reflex recevra Jean-Paul Dollé pour le nouveau mensuel « L'insoumis »

samedi 6 décembre à 13 h 30 :

Chroniques rebelles recevra Florence Monreynaud, auteur de « Un siècle de liens amoureux. Aimer »

samedi 6 décembre à 23 heures :

L'Harmonie du monde : le compositeur anglais Michaël Tippert

mardi 9 décembre à 8h 30 :

Boulbali session : interview de Gladiators.

mercredi 10 décembre à 10h 30 :

Blues en liberté : Otis Spann, pianiste du Muddy Waters blues band.

jeudi 11 décembre à 8 h 30 :

Ni maître ni Dieu recevra Jean Vandeville, à propos de l'économie distributive.

PARIS

Manif, Récup'

LA MANIFESTATION DES SANS-PAPIERS, le 22 novembre à Paris, était soutenue par de très nombreuses associations, syndicats et partis politiques. Nous aurions dû être une multitude à parcourir le trajet qui sépare la chambre des députés du Sénat. Combien étions-nous ? Huit mille, dix mille ? Trop peu, bien sûr, mais sensiblement plus que lors de la manifestation du 1er novembre. La présence libertaire restait faible. Les premiers concernés, les sans-papiers s'étaient plutôt mieux mobilisés que précédemment. La plupart de ceux-ci, les Africains notamment, s'étaient regroupés derrière les banderoles des différents collectifs ou foyers de la région parisienne avec leurs propres slogans revendiquant, notamment, des papiers pour tous et l'abolition de la double peine.

Les Asiatiques eux, apparaissent depuis quelque temps sous les bannières de la C.G.T. Il est à la fois pathétique et révoltant de les voir littéralement couverts de badges et d'autocollants de cette organisation. Cette pratique écœurante se développe, et elle est maintenant l'occasion pour certaines organisations politiques et syndicales de les transformer en véritables supports publicitaires portant banderoles et autres drapeaux. On pouvait aussi voir des pancartes reproduisant à l'identique la couverture du magazine *Les Inrockuptibles* avec un pastiche de l'affiche du film *Volte face* où le visage de Debré perce derrière celui de Chevènement. Dans le générique suivent les noms de politiciens intervenant dans le débat sur les sans-papiers. S'agit-il d'un coûteux gadget financé par une riche organisation, ou tout simplement d'un coup publicitaire monté par le magazine en question ?

La récupération est partout, les collectifs de sans-papiers départementaux n'y échappent pas. C'est le cas de

celui du Val-de-Marne, abrité par la maison des syndicats de Créteil, œuvre du conseil général (P.C.) du Val-de-Marne. C'est là qu'ont lieu les assemblées générales où sont présents des compagnons de la F.A. et de la C.N.T.; celles-ci restent néanmoins chapeautées par les syndicats dits représentatifs, ainsi que la L.D.H. et le M.R.A.P., tout ceux dont les préoccupations principales ont été à ce jour de canaliser le mouvement et d'empêcher tout débordement; en témoigne la teneur de leurs tracts préconisant une « refonte de la législation », une « régularisation juste », la « mise en place de comités de suivi auprès des préfectures », composés des mêmes bien sûr et, accessoirement, de représentants des sans-papiers... Ceux-ci ont les plus grandes difficultés à faire entendre leur voix. Pourtant ils ont beaucoup à dire et nous nous en sommes rendus compte lors d'un récent débat organisé à l'initiative du groupe F.A. Elisée Reclus d'Ivry. Beaucoup parmi les très nombreux sans-papiers présents ont pu librement prendre la parole et exprimer leur souhait de mener eux-mêmes, sans être cornaqués par les habituels relais de l'État, des actions plus radicales pour défendre leurs droits. Les rejets de dossiers tombent maintenant par centaines, l'arbitraire étant la règle. L'arrogance du préfet du Val-de-Marne et l'attitude du personnel de la préfecture outrepassent la neutralité. Les sans-papiers savent qu'ils ont été trompés sur toute la ligne et rendus encore plus vulnérables en dévoilant domicile et emploi. Ils sont nombreux à vouloir s'auto-organiser pour radicaliser leur lutte. Beaucoup savent qu'ils peuvent compter sur nous pour défendre la liberté de tout individu à circuler et à s'établir là où il le souhaite.

Jacques
groupe Étoile Noire (94)

LILLE

Sans-papiers : faible mobilisation

UN COLLECTIF d'associations politiques et syndicales s'était bien constitué autour de l'appel national (que nous n'avions pas rejoint en raison de ses graves insuffisances), mais les obstacles se sont multipliés. Ainsi, alors que ce collectif avait décidé d'appeler à une manifestation parisienne, peu avant le 22 novembre, l'Union départementale C.G.T., entre autres, décida quant à elle de ne pas soutenir cette initiative, pour des raisons que nous ignorons. Du coup ce collectif n'appela plus qu'à un rassemblement à Lille le 21 au soir. Ce dernier ne rassembla qu'une cinquantaine de personnes, dont nous étions (avec notre propre mot d'ordre: « Ouverture des frontières et par-

tage des richesses »). Le 22, la L.D.H. seule put organiser un bus qui permit aux sans-papiers du Comité 59 de se rendre à la manifestation nationale. Le 20, les deux groupes lillois de la Fédération anarchiste, en collaboration avec l'U.N.E.F., le comité des sans-papiers et une représentante du M.R.A.P. avaient organisé un débat à l'Université de lettres, sur le retrait de la loi Chevènement, l'abrogation des lois racistes et la régularisation globale des sans-papiers, qui rassembla une cinquantaine de personnes et tenta de lancer la mobilisation pour différents rendez-vous. Dont le mardi 25 novembre au soir, pour lequel le Comité des sans-papiers organisait un rassemblement contre la loi Debré, et surtout en soutien aux grévistes de la faim lillois.

Faible mobilisation également, puisqu'on n'y vit qu'une soixantaine de personnes. Un collectif d'étudiants devrait malgré tout voir le jour, en soutien aux sans-papiers mais également pour s'organiser contre les attaques fascistes qui se multiplient ces temps-ci sur la métropole lilloise (c'est à se demander d'ailleurs si celles-ci n'auraient pas une certaine responsabilité dans la montée de la violence urbaine dont la presse fait ses choux gras). Le 2 décembre, le comité devait organiser sa première manifestation sous le signe de la grève de la faim. Ils y espéraient, au seizième jour de grève, une mobilisation sensiblement plus forte.

Bertrand Dekonink
groupe Humeurs Noires (Lille)

MONTPELLIER

Une division logique

SAMEDI 22 NOVEMBRE une manifestation, qui avait pour fond le projet Chevènement, a eu lieu à Montpellier. Si l'heure et le lieu du rassemblement étaient unitaires, il n'en était pas de même des mots d'ordre.

Un premier appel émanait de la gauche au sens large. Il regroupait des syndicats, des associations (L.D.H., C.I.M.A.D.E...) et des partis allant de la L.C.R. au M.J.S. ! Cet appel se faisait « Pour une approche plus généreuse de l'immigration »: intitulé large et flou, révélateur de l'emprise des organisations proches du gouvernement dont le souci était de faire quelque chose, mais surtout pas de vagues qui pourraient gêner l'action gouvernementale.

Le deuxième appel regroupait le groupe de la F.A., le Syndicat étudiant unitaire et laïque (S.E.U.L.) et

le collectif « Viva Zapata ». Les mots d'ordre étaient: abrogation de toutes les lois anti-immigrés, abandon du projet Chevènement, régularisation de tous les sans-papiers et libre circulation des personnes.

Une délégation du premier collectif a été reçue à la préfecture. A sa sortie, le représentant de la L.D.H. s'est lancé dans un discours fleuve annonçant qu'ils avaient réclamé des amendements au projet Chevènement et qu'ils seraient certainement entendus. En gros: rentrez chez vous, nous et nos amis du gouvernement, on s'occupe de tout.

Un compagnon de la F.A. et un du S.E.U.L. ont pris la parole pour dénoncer cette manœuvre de démobilité. Nous avons dénoncé la logique du texte Chevènement, qui présente l'immigré comme le responsable des maux de notre société, pen-

dant que le patronat, aidé des gouvernements successifs, empêche des dividendes faramineux et licence à sa guise. Ce projet menace d'expulsion des milliers d'immigrés dont nous nous sommes déclarés solidaires.

Nous avons alors appelé à manifester derrière notre banderole. La majorité des personnes nous a suivi laissant bien seuls les quelques pontes amis de la gauche plurielle. Seules 300 personnes étaient présentes à ce rassemblement, ce qui est très peu. Cependant nous avons vu que notre discours plus clair et radical peut être entendu par les quidams mais aussi par des militants de gauche sincères pris dans des enjeux de pouvoirs. A nous d'arriver à mobiliser plus largement tous ces gens: nous nous y emploierons.

Gilles
groupe de Montpellier

CARCASSONNE

La réussite d'un collectif

Samedi 22 novembre, un rassemblement contre les lois Pasqua-Debré-Chevènement est prévu à Carcassonne par la Coordination 11, regroupant la C.I.M.A.D.E., le M.R.A.P., la L.D.H., le P.C.F., etc.

Le Collectif pour le 22 novembre, créé sous l'impulsion du Collectif libertaire « le Bazar », regroupe Ras l'front, la C.N.T., le groupe des 10, la F.A. de Carcassonne, des individus de la Confédération paysanne et donc, le « Bazar libertaire ». Ce collectif appelle, lui, à prolonger le rassemblement devant la préfecture par une manifestation pour l'abrogation des lois Pasqua, des papiers pour tous, la libre circulation, la fermeture des camps de rétention, une conception radicalement différente de la société.

Le rassemblement comptera environ une centaine de personnes devant la Préfecture, 80% d'entre elles suivront le cortège mené par les drapeaux noirs et la banderole de Ras l'front. Ce chiffre peut paraître faible, mais il s'agit d'une mobilisation entraînée par le mouvement libertaire, ce qui est nouveau.

Après un circuit dans les rues du centre-ville, la manifestation s'est terminée place Carnot où les manifestants ont entonné plusieurs chansons dont « Ami dessous la cendre » de Serge Utgé-Royo. Une manifestation réussie et encourageante pour le mouvement anarchiste carcassonnais qui prend un essor nouveau depuis la création du Collectif libertaire du « Bazar » (du nom de son local), il y a quelques mois. La presse locale a quasiment occulté l'influence libertaire de la manifestation, on s'en étonne encore... A noter la présence active de lycéens des lycées Jules Fil et Paul Sabatier, se réclamant de l'anarchie, ce qui montre que l'avenir n'est pas sombre pour nos luttes.

Les idées et pratiques libertaires reçoivent un écho de plus en plus favorable dans la population, les idées reçues sont balayées par l'action concrète et les échanges qu'elle entraîne. Nous commençons à occuper fortement, et avec de plus en plus de succès, le terrain des luttes sociales avec, au centre de nos préoccupations, l'être humain et non l'argent. Ce n'est qu'un début...

groupe F.A. de Carcassonne.

Collectif libertaire « Le Bazar » : Le Bazar, 44 rue de la République, 11 000 Carcassonne.

Groupe F.A. : C.R.A., B.P. n° 46, 11250 Leuc.

● A G E N D A

● 4 décembre

● SAINT-ETIENNE: Journées antifascistes. Débat: « Comment combattre l'extrême droite? », Bourse du travail à 19 h 30.

● vendredi 5 décembre

● PARIS: Le groupe Louise Michel organise un espace vidéo: La lanterne noire. Au programme un court-métrage sur *Bonaventure* (l'école libertaire) et un film: *Les Croix de Bois*, ou *La Vie de Brian*. 20 h 30, 10 rue Robert Planquette.

● SAINT-ETIENNE: Journées antifascistes. Débat « Le FN aux affaires », avec des intervenants d'Orange et de Vitrolles. Bourse du travail de Saint-Etienne, 20 heures.

● samedi 6 décembre

● EVREUX: Le groupe anarchiste tiendra un stand rue de Grenoble à l'occasion de la foire Saint-Nicolas.

● FIRMINY: fête antifasciste de 16 heures à minuit à la Maison de la culture de Firminy. 16 heures: expos, tables de presse, cration de pochoirs... ; 20 heures: concert (Tiber, Pressing, Octopus...).

● LYON: L'Union locale de la Fédération anarchiste vous invite à un débat public sur le thème *L'anarchisme aujourd'hui, un projet pour la révolution sociale* à 15 heures à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre Blanc (Tél: 04 72 00 94 10).

● PARIS: Forum à la librairie du Monde libertaire « *Tout nucléaire, une exception française* ». avec Perline, à 16 h 30 au 145, rue Amelot (11^e).

● PARIS: Colloque international organisé par la société Proudhon sur le thème « *Fatalisme économique et capacité politique* ». Entrée libre et gratuite, possibilité de repas sur place. FIAP, 30, rue Cabanis (14^e).

● lundi 8 décembre

● LYON: Carnaval du blasphème contre l'ordre moral à 19 heures place Saint-Paul (5^e). Fête anticléricale au café libertaire (19, rue Pierre Blanc) à partir de 21 heures.

● mardi 9 décembre

● TOULOUSE: Le groupe de la Fédération anarchiste organise un vidéo-débat sur « *Lutte de classes, autogestion: Bilan sur le mouvement social en 1997* » à 20 h 15 à l'Athénée Albert Camus, 36 rue de Cugnaux (M^e Patte d'Oie).

● mercredi 10 décembre

● TOURS: le groupe libertaire organise une bouffe (à apporter) suivie d'un débat sur l'anarchisme, qu'est-ce que c'est? à Utopia, 32 rue Carnot à partir de 19h30.